



PREFECTURE DU BAS-RHIN

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

ARRETE INTERPREFECTORAL

du **09 SEP. 2018**

autorisant au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement, en application de l'ordonnance n°2014-619 du 12 juin 2014, Voies navigables de France – Direction territoriale de Strasbourg à réaliser des dragages d'entretien sur le Rhin de Huningue à Lauterbourg.

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PREFET DU BAS-RHIN**

LE PREFET DU HAUT-RHIN

Vu la Convention de Mannheim du 17 octobre 1868 ;

Vu la Convention de Berne pour la protection du Rhin en date du 12 avril 1999 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.214-1 et suivants ;

Vu l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre du L.214-3 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2014-751 du 1er juillet 2014 d'application de l'ordonnance n°2014-619 du 12 juin 2014 ;

Vu l'arrêté de prescriptions générales du 9 août 2006 ;

Vu l'arrêté de prescriptions générales du 28 novembre 2007 ;

Vu l'arrêté de prescriptions générales du 30 mai 2008 ;

Vu l'arrêté de prescriptions générales du 30 septembre 2014 ;

Vu la circulaire du 4 juillet 2008 relative à la procédure concernant la gestion des sédiments lors de travaux ou d'opérations impliquant des dragages ou curages maritimes et fluviaux ;

Vu la recommandation Ssed_06_04 de la Commission Internationale pour la Protection du Rhin (CIPR) relative aux critères sur le déplacement de matériaux de dragage dans le Rhin et ses affluents ;

Vu le S.D.A.G.E. Rhin Meuse approuvé par le Préfet Coordonnateur de Bassin le 30 novembre 2015 ;

Vu le S.A.G.E. III Nappe Rhin approuvé par le Préfet de la Région Alsace et du Bas-Rhin, et le Préfet du Haut-Rhin le 1er juin 2015 ;

Vu le dossier de demande d'autorisation présenté par Voies navigables de France – Direction territoriale de Strasbourg déposé le 19 décembre 2016 ;

Vu l'avis des services et établissements publics consultés ;

Vu l'avis du bureau de la Commission Locale de l'Eau du S.A.G.E. III-Nappe-Rhin en date du 19 décembre 2017 ;

Vu l'avis n°2017-49 de l'Autorité environnementale adopté lors de la séance du 13 septembre 2017 ;

Vu le complément au dossier présenté le 19 décembre 2017 par Voies navigables de France – Direction territoriale de Strasbourg suite à l'avis rendu par l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 février 2017 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 12 mars 2018 au 13 avril 2018 relative à la demande de Voies navigables de France – Direction territoriale de Strasbourg pour ses opérations de dragages sur le Rhin de Huningue à Lauterbourg ;

Vu les délibérations, donnant un avis favorable, des communes de Erstein (le 9 avril 2018), Gambsheim (le 22 mars 2018), Lauterbourg (le 27 avril 2018), La Wantzenau (le 21 mars 2018), Schoenau (le 12 avril 2018), Artzenheim (le 29 mars 2018), Balgau (le 19 mars 2018), Baltzenheim (22 mars 2018), Blodelsheim (le 29 mars 2018), Niffer (le 28 mars 2018), Mothern (le 6 mars 2018), Lauterbourg (le 27 avril 2018), Gerstheim (le 12 mars 2018), Kunheim (le 21 mars 2018), Offendorf (le 14 mai 2018) et Dalhunden (le 2 mars 2018) ;

Vu l'avis favorable et les recommandations émis par le commissaire-enquêteur en date du 4 mai 2018 à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 12 mars 2018 au 13 avril 2018 inclus ;

Vu l'avis du CODERST du Bas-Rhin en date du 4 juillet 2018 ;

Vu l'avis du CODERST du Haut-Rhin en date du 5 juillet 2018 ;

Considérant que les dépôts sédimentaires à draguer sont issus du transport naturel des sédiments par le fleuve Rhin ;

Considérant que ces opérations de dragage sont rendues nécessaires afin d'assurer la libre navigation en toute sécurité conformément aux termes de la Convention de Mannheim ;

Considérant qu'il ne peut être procédé à aucune prévision outre une programmation annuelle encadrée par un plan de gestion ;

Considérant que le projet présenté par Voies navigables de France – Direction territoriale de Strasbourg ne remet pas en cause les orientations définies dans le plan d'action Rhin par la Commission Internationale pour la Protection du Rhin ;

Considérant que les dispositions du dossier et les engagements pris par Voies navigables de France – Direction territoriale de Strasbourg répondent aux demandes issues de l'enquête administrative ;

Considérant que le commissaire enquêteur estime les réponses apportées par VNF à l'avis délibéré de l'autorité environnementale satisfaisantes,

Considérant que les différents avis prononcés ne sont pas de nature à remettre en cause le projet ;

Considérant que Voies navigables de France – Direction territoriale de Strasbourg a pris acte, sans réserve, du projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Bas-Rhin et du Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin ;

ARRETENT

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

Voies navigables de France – Direction territoriale de Strasbourg identifié comme le maître d'ouvrage, ci-après dénommé « le bénéficiaire de l'autorisation » est autorisé à réaliser les opérations de dragage prévues dans ses plans de gestion pluriannuel des opérations de dragage, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur et conformément aux éléments techniques figurant dans le dossier de demande d'autorisation et en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : SITUATION ADMINISTRATIVE

Les travaux concernés par la présente autorisation relèvent des rubriques suivantes, telles que définies au tableau mentionné à l'article R.214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales
2.2.3.0	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0 et 2.1.5.0 : <ul style="list-style-type: none">1° Le flux total de pollution brute :<ul style="list-style-type: none">a) Etant supérieur ou égale au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent. (A)b) Etant comprise entre les niveaux de référence R1 et R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent. (D)	Autorisation	Arrêté du 9 août 2006 (DEVO0650505A)
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: <ul style="list-style-type: none">1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A)2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation	Arrêté du 28/11/07 (DEVO0770062A)

3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : <ul style="list-style-type: none"> 1° Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A), 2° Dans les autres cas (D) 	Autorisation	Arrêté du 30/09/14 (DEVL1404546A)
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés au 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année: <ul style="list-style-type: none"> 1° Supérieur à 2000 m3 (A) 2° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) 3° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D) <p>L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans.</p>	Autorisation	Arrêté du 30/05/08 (EVO0774486A)

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DES TRAVAUX ET OUVRAGES AUTORISÉS

Le bénéficiaire de l'autorisation est autorisé à procéder, sur son domaine de gestion, aux opérations de dragage d'entretien, programmées ou non, rendues nécessaires pour assurer la libre navigation sur le Rhin.

Quatre Unités Hydrographiques Cohérentes (UHC) sont définies :

- UHC 8a : entre le PK168.45 et le PK226.50, système formé par le Grand Canal d'Alsace (GCA) et le Vieux-Rhin (partie française), qui correspond à la masse d'eau Rhin1 ;
- UHC 8b : entre le PK226.50 et le PK292.00, regroupant les 4 aménagements en feston en incluant les portions du Rhin court-circuité au droit de chaque ouvrage, qui correspond à la masse d'eau Rhin2 ;
- UHC 8c : entre le PK292.00 et le PK334.00, comprenant les aménagements en ligne de Gambenheim et d'Iffezheim, et qui correspond à la masse d'eau Rhin3 ;
- UHC 8d : entre le PK334.00 et le PK352.05), soit le Rhin à courant libre, qui correspond à la masse d'eau Rhin4.

Les opérations de dragage d'entretien font l'objet d'un plan de gestion pluriannuel des opérations de dragage (PGPOD) établi à l'échelle d'une UHC pour les UHC 8c et 8d.

Pour les UHC 8a et 8b, seules les opérations ponctuelles suivantes sont autorisées :

- UHC 8a : dragage de la petite darse à Huningue et accès au port de plaisance de Vogelgrun ;
- UHC 8b : dragage du chenal navigable entre les PK 227.00 et PK 229.00 (bief de Marckolsheim) d'une part, et les PK 274.00 et PK 275.00 (bief de Strasbourg) d'autre part.

Le nombre, l'étendue, la durée et la fréquence des opérations de dragage sont limités au strict nécessaire permettant d'atteindre l'objectif fixé, afin de minimiser les impacts sur l'environnement, y compris ceux relatifs aux aspects hydromorphologiques susceptibles d'entraîner une altération de l'état écologique.

Le volume de dragage durant la période d'autorisation est estimé à 341 000 m³ de sédiments sur l'ensemble du Rhin entre Huningue et Lauterbourg, avec un maximum de 160 000 m³ sur une année, selon un planning prévisionnel sur la durée du PGPOD annexé au présent arrêté. Ce planning est indicatif et est susceptible d'être modifié selon les nécessités.

Toutes les opérations sont réalisées conformément aux descriptifs et caractéristiques fournis par le dossier présenté à l'appui de la demande d'autorisation, sans préjudices du présent arrêté. Les dispositions et prescriptions inscrites dans le présent arrêté s'appliquent à toutes les opérations de dragages réalisées sur les UHC 8a, 8b, 8c et 8d, qu'il s'agisse d'opérations inscrites dans un PGPOD ou d'opérations ponctuelles.

ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

4.1 Programmation des travaux

L'année N-1, et sur la base de relevés bathymétriques, le bénéficiaire de l'autorisation prépare, pour chaque UHC, la programmation des interventions pour l'année N, qu'il formalise dans une fiche de programmation, avec l'indication du volume estimé et la définition du nombre et de l'emplacement des prélèvements.

La fiche de l'année N est adressée au service chargé de la police de l'eau au plus tard pour le 1^{er} décembre de l'année N-1. Le service chargé de la police de l'eau juge du respect des conditions de programmation et dispose d'un délai de 2 mois pour valider le programme ; au-delà de ce délai, le programme fait l'objet d'une approbation tacite.

4.2 Campagne d'échantillonnage

Lorsque le programme de l'année N est validé, le bénéficiaire de l'autorisation entreprend les travaux de prélèvement et d'échantillonnage. Cet échantillonnage doit être représentatif, et doit être constitué au minimum par :

- 3 prélèvements pour les premiers 1 000 m³ dragués ;
- Plus un prélèvement supplémentaire par tranche de 1 000 m³ supplémentaires entamée jusqu'à 5 000 m³ ;
- Plus un prélèvement supplémentaire par tranche de 5 000 m³ supplémentaires entamée au-delà de 5 000 m³.

Les prélèvements sont réalisés sur la profondeur des sédiments à draguer. Chaque prélèvement est subdivisé en échantillons, à raison d'un échantillon par mètre de profondeur.

4.3 Réalisation d'une étude biologique

Le bénéficiaire de l'autorisation réalise une étude biologique sur le site devant faire l'objet d'un dragage avant chaque opération de dragage afin de vérifier la présence ou l'absence d'espèces remarquables et/ou protégées dans le milieu aquatique.

Cette étude est transmise au service en charge de la police de l'eau pour avis. Le démarrage des travaux est conditionné par un avis favorable.

Si des espèces protégées sont recensées sur le site devant faire l'objet d'un dragage, le bénéficiaire de l'autorisation indiquera, dans la fiche d'intervention détaillée visée au 4.4, les mesures mises en œuvre afin d'éviter réduire et compenser l'impact sur les espèces recensées.

Au vu des éléments présentés dans l'étude biologique et dans la fiche d'intervention détaillée, une demande de dérogation pour la destruction d'espèces protégées devra être demandée le cas échéant.

4.4 Fiche d'intervention détaillée

Le bénéficiaire de l'autorisation formalise chaque projet de dragage dans une fiche d'intervention détaillée comprenant :

- La localisation des travaux : bief, pK, cartographie ;
- Des informations sur les caractéristiques du dépôt de sédiments (cartes bathymétriques, volume, épaisseur, configuration...) ;
- Les informations exigées par l'article 4.5 du présent arrêté concernant la qualité et le devenir des sédiments extraits ;
- Le protocole de suivi prévu par l'article 4.8 du présent arrêté ;
- L'étude mentionnée à l'article 4.3 du présent arrêté ;
- Les dates prévisionnelles des travaux.

Cette fiche est à transmettre au service chargé de la police de l'eau au moins trois mois avant la date prévisionnelle des travaux.

Celui-ci demande le cas échéant des compléments d'information ou des adaptations s'il estime que les moyens proposés pour la protection du milieu sont insuffisants. Il valide le projet de dragage pour les opérations satisfaisant aux exigences de la présente autorisation.

Le silence gardé pendant deux mois par le service de contrôle après réception de la fiche vaut validation du projet de dragage.

4.5 Analyse de la qualité des sédiments et détermination de leur mode de gestion

Les matériaux issus du dragage doivent être, en priorité lorsque leur qualité le permet, réintroduits dans la voie d'eau afin de maintenir un bilan sédimentaire équilibré. Afin d'évaluer cette qualité, le bénéficiaire de l'autorisation fait exécuter les analyses physico-chimiques requises sur chaque échantillon

4.5.1 Critères de détermination de la qualité des sédiments

Les paramètres à analyser et leurs limites de quantification requises sont définis en annexe du présent arrêté. Ils correspondent à ceux indiqués dans la recommandation de la Commission Internationale pour la Protection du Rhin (CIPR) relative aux critères sur le déplacement de matériaux de dragage dans le Rhin et ses affluents.

Les matériaux pouvant être remis en suspension sont ceux dont la concentration moyenne de chaque polluant individuel est inférieure à la teneur de référence calculée pour l'année N. La teneur de référence d'un polluant donné est le triple de la moyenne des concentrations de ce polluant mesurées dans les matières en suspension au cours des trois années connues précédant l'opération de dragage.

4.5.2 Détermination des teneurs de référence

Les données permettant de déterminer les teneurs de référence proviennent de la station de mesure nationale ou internationale la plus proche en aval de la zone de déplacement.

4.5.3 Détermination de la concentration moyenne

Le bénéficiaire de l'autorisation fournit au service en charge de la police de l'eau tous les résultats des analyses réalisées, le calcul de la concentration moyenne de chaque polluant individuel et son analyse de ces résultats. Pour le calcul des concentrations moyennes, l'exclusion d'un certain nombre de résultats est toléré :

- 1 exclusion pour 6 échantillons analysés ;
- 2 exclusions pour 15 échantillons analysés ;
- 3 exclusions pour 30 échantillons analysés ;
- 1 exclusion par tranche de 10 échantillons supplémentaires analysés,

sous réserve que la teneur mesurée sur les échantillons exclus ne dépasse pas 1,5 fois la teneur de référence.

Pour l'hexachlorobenzène, outre cette tolérance, le bénéficiaire de l'autorisation peut proposer au service de contrôle, en le justifiant, l'exclusion de certaines valeurs ponctuelles qu'il estime aberrantes par comparaison aux teneurs des échantillons contigus à celui qu'il souhaite exclure. Le service de contrôle peut accepter, demander des analyses complémentaires ou refuser l'exclusion de ces valeurs.

4.5.4 Devenir des sédiments dragués

A partir de l'analyse précédente le bénéficiaire détermine la ou les techniques de dragage à mettre en œuvre.

Les matériaux issus du dragage doivent être, en priorité lorsque leur qualité le permet, réintroduits dans la voie d'eau afin de maintenir un bilan sédimentaire équilibré.

Les matériaux fortement contaminés et les matériaux faiblement contaminés sont à considérer, traiter et stocker distinctement. Lorsqu'un dépôt ou une partie d'un dépôt de sédiment ne peut pas être remis dans le cours d'eau, la fiche d'intervention détaillée précise systématiquement :

- La localisation de ces sédiments ;
- Les volumes concernés ;
- Les filières de traitement envisagées.

Dans le cas où un entreposage avant transfert est réalisé, celui-ci se fait sur des aires spécialement prévues à cet effet et respectant la réglementation en vigueur.

4.5.5 Prescriptions techniques relatives au stockage à terre des sédiments

En cas de gestion à terre, les sédiments peuvent être stockés temporairement avant leur destination finale. Ces aires de stockage temporaire doivent être situées à proximité du lieu d'extraction des sédiments et sont spécialement prévues à cet effet :

- l'étanchéité de la zone de stockage doit être assurée ;
- les eaux de ressuyage des sédiments sont drainées et stockées dans des bassins de rétention ;
- ces eaux sont analysées sur l'ensemble des paramètres de la CIPR : si elles sont conformes aux critères de la CIPR elles peuvent être rejetées dans le milieu naturel ; dans le cas contraire elles doivent faire l'objet d'un traitement approprié.

4.6 Opérations non programmées

Les opérations non programmées rendues nécessaire du fait de la survenue imprévisible d'un aléa susceptible d'impacter la sûreté de la navigation sont autorisées. Le bénéficiaire de l'autorisation adresse dans les meilleurs délais, au service chargé de la police de l'eau, une demande, selon le format de la fiche d'intervention détaillée visé au 4.4. Cette demande justifie notamment du caractère imprévisible des dragages et de la nécessité d'intervenir rapidement.

4.7 Période d'intervention

Les dragages doivent être réalisées en dehors de la période comprise entre le 1^{er} février et le 31 août.

Deux semaines avant le début d'exécution effectif de l'intervention, le bénéficiaire de l'autorisation prévient du démarrage des travaux, de leur durée prévisionnelle et d'une éventuelle remise en suspension le service chargé de la police de l'eau, le service chargé de la police de la navigation, le service départemental de l'Agence Française de la Biodiversité (AFB), la Fédération départementale de la pêche du département concerné par les travaux, le Regierungspräsidium Fribourg, le Regierungspräsidium Karlsruhe, le Landesamt für Umwelt Rheinland-Pfalz et le Wasserstraßen- und Schifffahrtsamt Freiburg.

4.8 Suivi du chantier

Afin de s'assurer de l'absence d'impact sur le milieu aquatique durant l'opération, un suivi spécifique est à mettre en œuvre, qui doit permettre si besoin d'adapter les conditions de dragage et de rejet en cas de dégradation constatée de la qualité des eaux.

Le bénéficiaire de l'autorisation soumet au service chargé de la police de l'eau, pour validation avant mise en œuvre, le protocole de réalisation des mesures, avec notamment le type de matériel d'analyse prévu et le positionnement (localisation, profondeur) du prélèvement.

4.8.1 Localisation des points de contrôle

En cas de remise en suspension des matériaux extraits, une mesure en continu est à réaliser en amont et en aval du point de rejet (environ 500 m en amont et au maximum à 2000 m en aval).

En cas d'extraction sans remise en suspension, un seul point de mesure est mis en place à proximité aval de la zone de travaux (environ 100 m).

4.8.2 Paramètres suivis

Les paramètres suivants sont suivis en continu :

- Oxygène dissous ;
- Température ;
- pH ;
- Conductivité ;
- Turbidité (uniquement dans le cas d'une remise en suspension des matériaux).

4.8.3 Valeurs seuils

Les travaux doivent être arrêtés temporairement et le service de police de l'eau doit être prévenu dans les cas suivants :

- La mesure en continu de l'oxygène dissous au point de mesure présente des valeurs inférieures à 4 mg/l pendant 1 heure ;
- Le pH est inférieur à 6,5 ou supérieur à 9,5 en moyenne sur 24 h ;
- La conductivité est supérieure à 1000 $\mu\text{S}/\text{cm}$ en moyenne sur 24 h ;

Lorsqu'il y a remise en suspension des matériaux dragués, les travaux doivent également être arrêtés dans les cas suivants :

- L'écart de la turbidité entre les points de contrôle amont et aval est supérieur à 10 NFU en valeur moyenne sur 1 heure.
- Le débit du Rhin est en dehors de la gamme 600 – 1500 m³/s ; le débit du Rhin à prendre en compte est le débit mesuré au point de mesure amont le plus proche du site des travaux ;

La reprise des travaux est conditionnée par le retour des valeurs admissibles et après information du service chargé de la police de l'eau. Les conditions de travaux sont alors à adapter pour respecter le seuil défini.

A l'issue des trois premières opérations de dragage avec remise en suspension des matériaux dragués, le bénéficiaire de l'autorisation fait un rapport sur le suivi de la turbidité au service en charge de la police de l'eau. Celui-ci se prononcera sur l'opportunité de poursuivre, de modifier ou d'arrêter le suivi de ce paramètre.

4.9 Bilan

Le bénéficiaire de l'opération réalise un bilan annuel d'exécution des opérations de dragage afin d'apprécier notamment :

- Les volumes dragués effectivement ;
- La gestion des sédiments mise en œuvre (remise en suspension, gestion à terre) ;
- L'efficacité des méthodes de contrôle utilisées et le résultat des contrôles (mesures en continu et bathymétrie finale) ;
- les éventuelles difficultés rencontrées dans l'exécution du programme.

Ce bilan annuel est transmis au service en charge de la police de l'eau avant le 31 mars de l'année N+1.

A l'issue du plan de gestion, un bilan fait la synthèse des opérations réalisées durant la validité du plan. Ce bilan est transmis au plus tard 1 an après la date de fin d'autorisation.

ARTICLE 5 : MESURE D'ACCOMPAGNEMENT

Le bénéficiaire de l'autorisation mène des études préalables de faisabilité et d'opportunité visant à optimiser les techniques de déplacement et des stratégies de dragages en amont des ouvrages de Gambenheim.

Les résultats de ces études préalables de faisabilité et d'opportunité sont transmis pour avis au service en charge de la police de l'eau.

Au vu des résultats de ces études préalables, le bénéficiaire mène des études hydrauliques visant à optimiser sa stratégie de dragage.

Les résultats des études hydrauliques sont communiqués au service en charge de la police de l'eau.

Ces études ont pour objectif de définir les conditions les plus propices permettant d'aboutir à l'équilibre hydrodynamique tout en garantissant le mouillage de navigation via les variantes géométriques du rectangle de dragage.

Si les études préalables concluent à l'impossibilité d'une telle optimisation, le bénéficiaire de l'autorisation est dispensé, après accord du service en charge de la police de l'eau, de la réalisation des études hydrauliques.

Ces études doivent être achevées avant l'échéance de la présente autorisation.

ARTICLE 6 : MESURES GÉNÉRALES DE PRÉCAUTIONS DURANT LE CHANTIER

Les travaux sont réalisés dans un souci permanent de limiter les impacts sur l'écoulement des eaux superficielles, le champ d'expansion des crues, les berges, le milieu aquatique et les eaux souterraines.

Préalablement à l'exécution des travaux, toutes les mesures à prendre sont précisées dans le cahier des charges aux entreprises désignées.

Le bénéficiaire de l'autorisation demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'exécution des travaux.

Toutes les mesures de précaution concernant les aires de chantier et la prévention des pollutions sont à mettre en œuvre, en particulier :

- seuls les engins strictement nécessaires au chantier peuvent intervenir. Ils doivent être en

bon état de fonctionnement. L'entretien du matériel de chantier se fait sur des aires étanches, prévues à cet effet, le plus en retrait possible des berges, et aménagées pour retenir et traiter les eaux de ruissellement qui ne devront pas être rejetées au milieu naturel ;

- les produits susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau sont stockés dans une enceinte étanche, hors zone inondable et inaccessibles au public ;
- les eaux polluées, en particulier de lavage des engins de chantier, sont piégées dans des bassins de décantation ;
- tout ravitaillement des engins est effectué de manière à éviter tout déversement d'hydrocarbure dans le milieu naturel ;
- les déchets du chantier sont évacués régulièrement et conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 7 : ÉVÉNEMENTS EXCEPTIONNELS ET INCIDENTS

Tout incident ou accident intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de cette autorisation et portant atteinte à l'un ou plusieurs des intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement doit être déclaré dans les meilleurs délais par le bénéficiaire de l'autorisation au Préfet, au service de police de l'eau et au Maire intéressé.

Tout déversement accidentel de produits polluants dans le Rhin ou le Grand Canal d'Alsace doit de plus immédiatement être signalé au CARING (Centre d'Alerte Rhénan et d'Information Nautique de Gambenheim – Tél. 03.88.59.76.59).

Le bénéficiaire de l'autorisation doit prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause du danger, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier dans les meilleurs délais. Il fournit au service chargé de la police de l'eau sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

ARTICLE 8 : CONTRÔLE ET ACCÈS AUX INSTALLATIONS

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont constamment libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par le présent arrêté, dans les conditions fixées par le code de l'environnement.

Le bénéficiaire de l'autorisation tient à la disposition des autorités compétentes les pièces nécessaires à la connaissance des ouvrages et à leur mode de fonctionnement permettant de justifier que les opérations auront été réalisées conformément au dossier de demande d'autorisation. Il tient également à la disposition du service de police de l'eau les pièces nécessaires permettant de contrôler le respect des prescriptions du présent arrêté.

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de se conformer à tous les règlements existants en matière de législation sur l'eau. Il est également tenu de se conformer, et d'intervenir le cas échéant, aux demandes spécifiques du service chargé de la police de l'eau.

ARTICLE 9 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée, à titre précaire et révocable sans indemnité, jusqu'au 10 novembre 2025.

Le bénéficiaire de l'autorisation est responsable des accidents et dommages causés aux tiers et des avaries qui peuvent survenir aux bateaux et aux ouvrages publics du fait des travaux qu'il effectue.

ARTICLE 10 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

I. Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent en application de l'article 24 du décret du 1er juillet 2014 susvisé :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance précitée, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité accomplie.

II. Sans préjudice des délais et voies de recours mentionnés au I., les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, peuvent déposer une réclamation auprès de l'autorité administrative compétente, à compter de la mise en service de l'installation ou de l'ouvrage ou du début des travaux ou de l'activité, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans la présente autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que l'installation, l'ouvrage, les travaux ou l'activité présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance du 12 juin 2014 susvisée.

L'autorité compétente dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée.

Si elle estime que la réclamation est fondée, l'autorité compétente fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article 18 du décret du 1er juillet 2014 susvisé.

En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour se pourvoir contre cette décision. La date du dépôt de la réclamation à l'administration, constatée par tous moyens, doit être établie à l'appui de la requête.

III. En cas de recours contentieux à l'encontre d'une autorisation unique, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation. Cette notification doit également être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une autorisation unique. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier à peine d'irrecevabilité du recours contentieux qu'il pourrait intenter ultérieurement en cas de rejet du recours administratif.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au titulaire de l'autorisation est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

ARTICLE 12 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera notifié au bénéficiaire de l'autorisation.

En vue de l'information des tiers, une copie de la présente décision sera mise à la disposition du public :

- sur support papier :

- en mairie d'Erstein (67) siège de l'enquête publique,
- dans les mairies du Bas-Rhin : Beinheim, Gambsheim, Lauterbourg, Mothern, Munchhausen, Offendorf, Plobsheim et Seltz,
- dans les mairies du Haut-Rhin : Biesheim, Huningue, Kunheim, Village-Neuf et

- Vogelgrun,
- à la préfecture du Bas-Rhin (bureau n°101) et à la Préfecture du Haut-Rhin,
- par voie dématérialisée, sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin.

Un extrait de la présente autorisation énumérant les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairie de : Artolsheim, Artzenheim, Balgau, Baltzenheim, Bantzenheim, Beinheim, Biesheim, Blodelsheim, Chalampé, Dalhunden, Daubensand, Drusenheim, Erstein, Eschau, Fessenheim, Fort-Louis, Gamsheim, Geiswasser, Gerstein, Hombourg, Huningue, Kembs, Kunheim, Lauterbourg, La Wantzenau, Mackenheim, Marckolsheim, Mothern, Munchhausen, Nambenheim, Neuhaeusel, Niffer, Offendorf, Ottmarsheim, Petit-Landau, Plobsheim, Rhinau, Rosenau, Rumersheim-le-haut, Schoenau, Seltz, Strasbourg, Sundhouse, Village-Neuf et Vogelgrun.

Un avis sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et inséré dans deux journaux locaux ou régionaux, aux frais du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 13 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin ;

Les maires des communes de Artolsheim, Artzenheim, Balgau, Baltzenheim, Bantzenheim, Beinheim, Biesheim, Blodelsheim, Chalampé, Dalhunden, Daubensand, Drusenheim, Erstein, Eschau, Fessenheim, Fort-Louis, Gamsheim, Geiswasser, Gerstein, Hombourg, Huningue, Kembs, Kunheim, Lauterbourg, La Wantzenau, Mackenheim, Marckolsheim, Mothern, Munchhausen, Nambenheim, Neuhaeusel, Niffer, Offendorf, Ottmarsheim, Petit-Landau, Plobsheim, Rhinau, Rosenau, Rumersheim-le-haut, Schoenau, Seltz, Strasbourg, Sundhouse, Village-Neuf et Vogelgrun ;

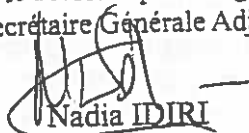
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est ;

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Président de la Commission Locale de l'Eau.

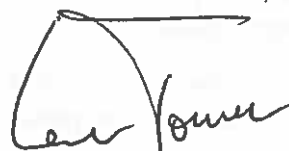
Le Préfet de la région Grand Est

Préfet du Bas-Rhin

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe


Nadia IDIRI

Le Préfet du Haut-Rhin,



Laurent TOUVET

ANNEXE

Calendrier prévisionnel des opérations de dragage du Rhin de Huningue à Lauterbourg
mise à jour du 3 juillet 2018

[illegible]

